

# Denis Charbit

## «Les Israéliens ne se remettent pas d'avoir été renvoyés aussi vite dans leur rôle de coupables»

Le politiste cerne les effets dans la société israélienne de l'attaque terroriste du 7 octobre et de l'offensive sur Gaza. Il décrit un camp de la paix «terrassé» et craint que l'extrême droite ne poursuive son ascension en faisant de la revanche le ciment de l'union sacrée.

Recueilli par  
**GUILLAUME GENDRON**

Depuis l'université du Vermont, où il réside pour une année sabbatique, le politiste franco-israélien Denis Charbit, de l'Université ouverte d'Israël, analyse les ressorts du traumatisme du 7 octobre sur la société israélienne, et ses déclinaisons politiques à court et à long terme.

**En quoi l'attaque du Hamas marque-t-elle une rupture pour les Israéliens ?**

C'est d'abord le franchissement non seulement d'une frontière physique, mais d'une limite morale. Si le Ha-

mas avait tué 300 soldats, le choc aurait été douloureux, les Israéliens auraient qualifié l'opération de «terroriste»

mais admis en silence que le cadre des lois qui préside au conflit a été respecté. Ce n'est pas un attentat de plus. Avec les atrocités commises sur les civils au-delà de

leur simple exécution sommaire, la parade des cadavres et d'otages dans les rues de Gaza, toutes les limites ont été réduites à néant. Cette monstruosité des horreurs, cette jouissance de tuer furent portées à un paroxysme

tel que les Israéliens ont saisi qu'il ne s'agissait pas là seulement d'une vengeance pour soixante-quinze ans de

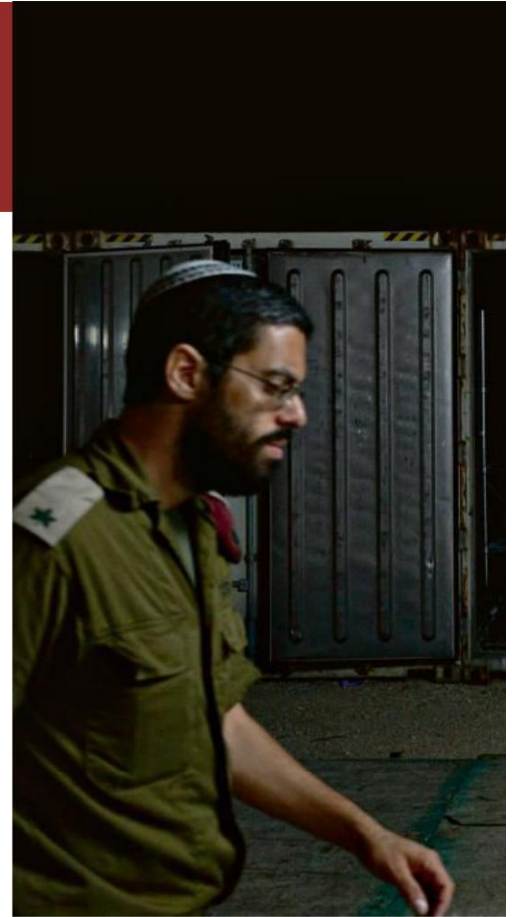
«Nakba», un demi-siècle d'occupation et quinze ans de blocus. C'est quelque chose de bien plus profond qui ne peut s'expliquer que par la haine.

Une question intra-israélienne lancinante nous obsède : «Où était notre armée ?» Dans le contrat social israélien, le concept du sanctuaire n'est pas tant la certitude que tous les civils seront préservés de tout attentat, c'est que l'Etat fait

tout pour les déjouer à l'avance et, le cas échéant, limiter les dégâts en intervenant à la vitesse de la lumière. L'idée que les habitants des kibboutz aient dû affronter seuls les terroristes des heures entières avant l'arrivée des soldats a replongé les Israéliens dans un passé où ils étaient sans défense. Cette attente est une insoutenable éternité qui ne nous quitte pas. D'où la mémoire des pogroms : voilà ce que voulait dire le «plus jamais ça». Et c'est arrivé.

**Le pogrom, c'est l'analogie la plus pertinente ?**

Je me suis toujours gardé d'y recourir. Les pires pogroms ne faisaient «que» quelques



Des conteneurs frigorifiques où sont déposés des corps de

dizaines de morts. Là, le nombre de victimes est stupéfiant. On a convoqué également le souvenir du massacre de Hébron, en 1929, dont on dit qu'il constitue «l'année zéro du conflit» : les victimes n'étaient pas des sionistes récemment arrivés en Palestine mais des Juifs qui avaient toujours vécu là et n'étaient pas directement liés à ce projet national. De la même façon, un grand nombre de personnes assassinées le 7 octobre étaient des militants pour la paix.

Il faut retenir la singularité de cette tuerie. Les analogies – «comme les nazis, comme les cosaques, etc.» – nous piègent, car en discutant leur pertinence, on ne dit plus rien de l'horreur. Décrire le 7 octobre comme le «11 Septembre israélien» renvoie à l'effet de sidération commun, aux pertes par milliers. Mais le 11 Septembre, c'est aussi ses conséquences funestes : l'enlèvement américain en Afghanistan et en Irak. A choisir, je préférerais qu'Israël fasse du 7 octobre un Dien Bien Phu : un trauma-

tisme tel qu'il pousse à la décolonisation – à ceci près que nous avions quitté Gaza et que se retirer de la Cisjordanie implique plus que jamais de tenir bon sur l'Etat d'Israël. Mais ça, le Hamas l'a toujours refusé en voulant la Palestine «de la Méditerranée au Jourdain».

Enfin, le 7 octobre crée un précédent, c'est aussi ça le traumatisme. Toute catastrophe qui se produit une fois est susceptible de se reproduire. A cela s'ajoute l'impression de confusion à la tête de l'Etat, dont la conduite de la guerre reste floue avec cette invasion terrestre pas vraiment assumée – ce qui est logique, à cause de la question des otages. Mais cela ne fait qu'ajouter au sentiment de grande solitude éprouvé par les Israéliens.

**Alors que la classe politique ne parle que d'union sacrée...**

C'est une solitude collective, renforcée par le sentiment que l'empathie générale a été de courte durée, qu'elle a surtout été le fait des chefs d'Etats – avec Joe Biden qua-



DR  
**INTERVIEW**





victimes de l'attaque du Hamas. Sur la base de Shura, le 16 octobre. W. KEO. MAGNUM PHOTOS

siment transformé en père de la nation israélienne – et non des peuples. Et encore moins des universités, qui ont démontré comment la gymnastique des concepts peut tuer la sensibilité humaine, au moment même où les Israéliens, conscients de bien des fautes de leur pays, espéraient que, nonobstant ces critiques, personne ou presque ne manquerait à l'appel. Ce n'est pas l'empathie envers les Palestiniens, au vu du nombre effroyable de victimes des bombardements à Gaza, qui pose problème. C'est de remplacer l'une par l'autre dans une amnésie du 7 octobre. Les Israéliens ne se remettent pas d'avoir été renvoyés aussi vite dans leur rôle de coupables. Comment expliquer que les massacres n'aient pas conduit plus de militants pro-palestiniens à suspendre leur réflexe automatique pour montrer que leur sensibilité unilatérale n'en faisait pas des monstres froids? Faut-il rappeler, qu'au lendemain des massacres de Sabra et de Chatila, 400 000 Israéliens

réclamaient une commission d'enquête à leur Premier ministre?

**Gaza semble incarner une forme de cauchemar pour les Israéliens. Même Yitzhak Rabin, en 1992, disait: «Je rêve qu'un jour je me réveille et découvre que Gaza a coulé dans la mer.»** Gaza, c'est notre mauvaise conscience, la seule ville palestinienne qui soit composée majoritairement de réfugiés, jusqu'aux deux tiers. Avant la phrase de Rabin, il y eut l'oraison funèbre de Moshe Dayan, l'emblématique chef d'état-major de Tsahal à Nahal Oz, en 1956, pour un garde du kibboutz abattu par un combattant infiltré. Il dit, en somme, que la haine des Gazaouis est légitime: ils crouissent dans des camps de réfugiés tandis que les Israéliens édifient leur pays. Il le dit dans une optique militariste, mais, contrairement au reste des Israéliens de l'époque qui ne voit pas le problème d'avoir déplacé ces populations à quelques dizaines de kilomètres, il com-

prend que cet «exil à nos portes» est insupportable. Après 1967 [guerre des Six Jours et début de l'occupation des Territoires palestiniens, *ndlr*], la situation y est beaucoup plus tendue qu'en Cisjordanie, même s'il y a eu une forme de coexistence avec les kibboutz du pourtour de l'enclave, à l'époque où la frontière était un peu passoire. Jusqu'à la première intifada, qui débute à Gaza. Ensuite,

**«Plus cette hostilité à l'existence d'Israël gagne du terrain, plus les forces totalisantes du côté israélien tiendront la dragée haute au camp de la paix.»**

il y a les accords d'Oslo. Là encore, on commence par Gaza, premier territoire avec Jéricho à accéder à l'autonomie, en 1994. C'est là que revient Yasser Arafat – qui avait d'ailleurs réclamé que Jéricho fasse partie de l'accord pour ne pas se retrouver cantonné au rôle de «roi de Gaza». L'autre moment charnière dans le rapport des Israéliens à Gaza, c'est le désengagement de 2005 [l'armée se retire et force la relocalisation des colons, *ndlr*]. Depuis, le discours dominant, en Israël, ce n'est pas celui du blocus mais l'idée que Gaza aurait pu être un «Singapour méditerranéen», et qu'à la place, les Palestiniens ont choisi le Hamas. En gros, que la détestation d'Israël a primé sur l'amélioration des conditions de vie et un «bon voisinage» qui aurait pu faire tache d'huile en Cisjordanie. Or, c'est là que le conflit est le plus tangible, de barrages de roquettes en «opérations» de Tsahal, jusqu'à la guerre actuelle. Le sentiment général dans l'opinion israélienne – et c'était le sens de la phrase de Rabin – c'est que Gaza est un problème insoluble dont il faut se «débarrasser». C'était

l'idée d'Ariel Sharon au moment du désengagement: les abandonner à eux-mêmes. La logique qui l'a emporté, c'est celle du cercle vicieux, qui conduit à l'enfermement de deux millions d'habitants. On voit à quel point cette vision était fautive: le conflit doit être réglé par une solution politique complète de Gaza à la Cisjordanie. «Gérer le conflit», vieille antienne de la classe politique israélienne, n'est plus imaginable.

**Benjamin Nétanyahou est la cible de toutes les critiques. Un espace pour l'opposition peut-il se créer?** Tout porte à croire qu'il sera «éliminé» du jeu, mais le «narratif» que la droite va ériger, c'est celui du «eux ou nous», sur le mode «dans les kibboutz, c'était la fine fleur de la gauche anti-occupation. Ça n'a fait aucune différence aux yeux des Palestiniens: comme pour les nazis, un Juif reste un Juif». Et il n'est pas impossible que la moitié du Likoud se retrouve chez Itamar Ben Gvir [leader du parti suprémaciste Force juive,

*ndlr*]. Les gens comme lui vont capitaliser sur ce discours nauséux qui fait de la méfiance absolue le point de départ d'un entre-soi dont les Arabes d'Israël sont exclus, alors même qu'ils ont été horrifiés par les massacres, à quelques exceptions près qu'on monte en épingle. C'est là le piège. Le camp de la paix est terrassé. Aujourd'hui, il n'y en a que pour l'union sacrée dans la revanche, voire la vengeance. Mais ça, c'est la phase traumatique. Il faut imaginer que dans la phase post-traumatique, le pragmatisme israélien renaîtra pour dire «et si on le réglait pour de bon ce conflit?». La fenêtre d'opportunité sera mince, comme une «meurtrière». On peut imaginer que ceux qui pourront tenir ce discours-là seront les familles des otages, des massacrés. Evidemment, il faudra que la communauté internationale s'intéresse à nouveau au conflit.

**Et quelle forme prendrait cette solution?**

La solution à deux Etats pourrait redevenir pertinente. Simplement parce qu'elle implique que chaque

partie fasse le deuil de la part qui échappera à sa souveraineté. Elle pourra toujours évoluer vers la confédération et le binationalisme, même si ce n'est pas demain la veille. Le tout-nous-appartient, «de la mer au Jourdain» que réclament le Hamas et ses relais à l'étranger doit être désigné du même nom qu'on lui attribue lorsque des juifs soutiennent la même revendication: l'extrême droite théocratique et suprémaciste. Plus cette hostilité à l'existence d'Israël gagne du terrain en Europe et aux Etats-Unis, plus les forces fondamentalistes, messianiques et totalisantes du côté israélien tiendront la dragée haute au camp de la paix. Il faut qu'on sorte des essentialisations hémiplogiques et destructrices: les uns à «l'apartheid», les autres à l'islamisme. On ne devrait plus dénoncer l'un sans dénoncer l'autre. Il faut que les massacres et la guerre forcent chaque camp à voir que seule la solution politique, celle du renoncement mutuel, nous sauvera du précipice commun et des discours génocidaires. ▶

Chaque lundi à 19h 20 novembre 2023 – Saison 3 11 mars 2024

## Les Procès du siècle



© Benoit Guillaume

Mucem

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Partenariats médias



Toute la programmation sur Mucem.org